

-
- le Canada a décrété en 1963 un embargo sur les livraisons d'armes et de matériel militaire à l'Afrique du Sud; nous avons appliqué rigoureusement cet embargo, et nous continuons de le faire;
 - le Canada a mis fin à sa promotion des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, et il a fermé ses consulats à Johannesburg et à Capetown;
 - les dispositions tarifaires préférentielles dont bénéficiaient les produits sud-africains sur le marché canadien ont été abrogées;
 - un code de conduite volontaire portant sur les pratiques en matière d'emploi en Afrique du Sud a été publié à l'intention des sociétés canadiennes;
 - les athlètes et les responsables sportifs sud-africains ne sont pas autorisés à représenter leur pays dans des compétitions ayant lieu au Canada;
 - enfin, le gouvernement canadien ne verse aucune assistance à des athlètes canadiens prenant part à des compétitions à l'étranger si des Sud-Africains y représentent leurs pays.

Le soutien qu'accorde le gouvernement canadien au processus de changement pacifique en Afrique du Sud ne se limite pas à de simples prises de position contre l'*apartheid*. Il se manifeste concrètement sous forme de financement de programmes de formation et d'appui à des projets aidant la population à se prendre en charge.

À titre d'exemple, le Canada a, au cours des douze derniers mois :

- versé une contribution de 25 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'Afrique du Sud;
- affecté des crédits de 350 000 dollars au Programme d'éducation et de formation des Nations unies pour l'Afrique australe;
- mis un montant de 141 000 dollars à la disposition d'organisations non gouvernementales canadiennes soutenant des projets communautaires;
- affecté un montant de 618 000 dollars, échelonné sur une longue durée, à des projets de formation de responsables de syndicats noirs ou mixtes réalisés par l'intermédiaire du Congrès du travail du Canada.

Nous avons donné, récemment, de nouvelles preuves de notre détermination. À titre d'exemple, mon gouvernement a, cette année, doublé le montant des crédits destinés à de petits projets de prise en charge en Afrique du Sud, le portant à 300 000 dollars. Nous avons également affecté 1,5 million de dollars à un projet spécial dans le domaine de l'éducation qui prévoit l'attribution de bourses d'études et de formation en territoire sud-africain.
